

**DELIBERATION N° 0 DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT LE PROTOCOLE DE TRANSACTION  
A CONCLURE AVEC LA SOCIETE SPS DISTRIBUTION**

**SEANCE DU**

L'an , le , l'Assemblée de Corse, convoquée le 8 février 2019, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment l'article L. 4422-1,
- VU** le Code civil, et notamment son article 2044 et suivants relatifs à la procédure transactionnelle,
- VU** l'avis du Conseil d'Etat du 6 décembre 2002, n.249153, Syndicat intercommunal des établissements du second cycle du second degré de district de l'Hay-les-roses,
- VU** le courrier en date du 23 octobre 2018, par lequel la Société SPS DISTRIBUTION met en demeure la Collectivité de Corse venant aux droits du Département de la Haute-Corse auquel elle est substituée, sous peine de poursuites de procéder au paiement des prestations réalisées entre le 26 juin 2017 et le 31 décembre 2017 et figurant en annexe au courrier précité,
- VU** la délégation d'attributions consentie au Président du Conseil Exécutif par délibération n° 18/023 AC de l'Assemblée de Corse du 16 janvier 2018,

**CONSIDERANT** que la Collectivité de Corse est venue aux droits du Département de Haute-Corse, du Département de la Corse-du-Sud, et de la Collectivité territoriale de Corse, en application de l'article L. 4421.2 du CGCT qui dispose « la Collectivité de Corse est substituée à la Collectivité Territoriale de Corse et aux départements de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse dans tous leurs biens, droits et obligations, ainsi que dans toutes les délibérations et actes pris par ces derniers »,

**CONSIDERANT** au vu des éléments de fait et de droit objets du rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse, qu'il a été constaté par les services de la Collectivité de Corse qu'en l'absence de marchés publics effectifs relatifs

au fonctionnement des garages, l'ex Département de la Haute-Corse avait recouru, afin d'assurer la continuité du service public, notamment pour le fauchage et la viabilité hivernale, à des prestations avec un certain nombre de sociétés, dont la société SPS Distribution,

**CONSIDERANT** l'instruction donnée par le Président du Conseil Exécutif de Corse, après sensibilisation de la Préfecture, de régulariser cette situation, d'une part en procédant au paiement des sommes dues au titre des factures correspondant à des prestations dûment effectuées, d'autre part en passant des marchés publics aussi vite que possible pour que la continuité du service s'effectue dans un cadre juridiquement sécurisé,

**CONSIDERANT** que la Société SPS Distribution a assuré la prestation dont paiement est demandé, à savoir l'acquisition de matériels pour lesquels les factures présentées qui s'élèvent à la somme totale de **41 369,54 € HT, soit 49 573,08 € TTC** ne pouvaient être réglées,

**CONSIDERANT** que la cette somme ne peut être réglée par paiement direct, en l'absence de marché public,

**CONSIDERANT** que la Collectivité de Corse est exposée à des poursuites en cas de non-paiement des prestations figurant sur la facture datée du 27 décembre 2017, dont le détail est joint en annexe,

**CONSIDERANT** que les parties ont dès lors convenu de recourir à la voie transactionnelle prévue par les articles 2044 et suivants du Code civil afin de solder la somme à payer, et de donner un fondement juridique au paiement envisagé,

**CONSIDERANT** que la Collectivité de Corse, pour sa part, certifie le service fait et l'utilité à la continuité du service public des prestations dont il est réclamé paiement,

**CONSIDERANT** que la Société SPS DISTRIBUTION est le prestataire principal pour plusieurs marques de véhicules utilisés par les services en matière de fourniture et livraison de pièces de rechange adaptables pour les véhicules légers et véhicules utilitaires légers de déneigement et d'exploitation des routes,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**SUR** rapport de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

#### **ARTICLE PREMIER :**

**PREND ACTE ET APPROUVE** le contrat de transaction à conclure avec la Société SPS DISTRIBUTION tel que figurant en annexe, soldant les devoirs et obligations nés suite à la réalisation de prestations telles que la fourniture et la livraison de pièces de rechange adaptables pour les véhicules légers et véhicules utilitaires légers par le versement de la somme de 49 573,08 € TTC.

**ARTICLE 2 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer, au nom et pour le compte de la Collectivité de Corse, le contrat de prestation et tout acte y afférent, figurant en annexe, qui aura pour objet de régulariser la situation et de mettre un terme à toute contestation née ou à naître sur la somme due.

**ARTICLE 3 :**

**PREND ACTE** que la dépense afférente sera imputée sur les crédits inscrits :

- pour la somme de 35 281, 27 € au programme N1122B, ligne n° 20190, chapitre 938, Nature 60628, fonction 80 ;
- pour la somme de 14 291, 81 € au programme N3170B, ligne n° 25956, chapitre 931, Nature 61551, fonction 12 ;

du budget 2018 de la Collectivité de Corse.

**ARTICLE 4 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Jean-Guy TALAMONI